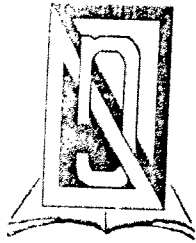




AGENCE BELGE
DE DÉVELOPPEMENT



Handwritten notes and a table on a document. The table has columns for 'Activité', 'Le 20/10/11', and 'Enregistré sous le no.'. The rows are labeled with various codes: I/R, OPS, C/EN, ADM, and S/OP.

Handwritten notes include a signature on the left and the word 'Steel' written in cursive on the right.

	Activité	Le 20/10/11	Enregistré sous le no.
I/R			
OPS			
C/EN			
ADM			
S/OP			

1 FICHE PROJET	5
2 RÉSUMÉ.....	6
2.1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....	6
2.2 POINTS SAILLANTS	6
2.3 LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS	7
3 EVOLUTION DU CONTEXTE.....	8
4 ANALYSE DE L'INTERVENTION	9
4.1 ANCRAGE INSTITUTIONNEL ET MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	9
4.2 OBJECTIF SPÉCIFIQUE	9
4.2.1 Indicateurs	9
4.2.2 Analyse des progrès réalisés	9
4.2.3 Risques et Hypothèses	10
4.2.4 Critères de qualité.....	10
4.2.5 Impact.....	10
4.2.6 Leçons apprises et recommandations	11
4.3 RÉSULTAT 1 : VOLET ORIENTATION ET INSERTION	13
4.3.1 Indicateurs.....	13
4.3.2 Bilan activités	13
4.3.3 Analyse des progrès réalisés.....	14
4.3.4 Risques et hypothèses	14
4.3.5 Critères de qualité	14
4.3.6 Exécution budgétaire	14
4.3.7 Leçons apprises et recommandations	14
4.4 RÉSULTAT 2 : VOLET PROFILS PROFESSIONNELS ET PROGRAMMES DE FORMATION.....	16
4.4.1 Indicateurs	16
4.4.2 Bilan activités	16
4.4.3 Analyse des progrès réalisés	17
4.4.4 Risques et hypothèses.....	17
4.4.5 Critères de qualité.....	18
4.4.6 Exécution budgétaire	18
4.4.7 Leçons apprises et recommandations	18
4.5 RÉSULTAT 3 : VOLET GESTION DES CENTRES	19

4 5 1 Indicateurs	19
4 5 2 Bilan activités	19
4 5 3 Analyse des progrès réalisés	20
4 5 4 Risques et hypothèses	20
4 5 5 Critères de qualité	20
4 5 6 Exécution budgétaire	21
4 5 7 Leçons apprises et recommandations	21
4.6 RÉSULTAT 4 : VOLET FORMATION CONTINUE DES FORMATEURS	22
4 6 1 Indicateurs	22
4 6 2 Bilan activités	22
4 6 3 Analyse des progrès réalisés	23
4 6 4 Risques et hypothèses	23
4 6 5 Critères de qualité	23
4 6 6 Exécution budgétaire	23
4 6 7 Leçons apprises et recommandations	23
5 BÉNÉFICIAIRES	25
6 SUIVI DES DÉCISIONS PRISES PAR LA SMCL	26
SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA MTR	27
7 ANNEXES	28

f *1/21*


Abkürzungen

ADEPME	Agence pour le Développement de la Petite et Moyenne Entreprise
ANEJ	Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes
APEFE	Association pour la promotion de l'éducation et de la Formation à l'étranger
APE	Association des parents d'élèves
BCI	Budget consolidé d'investissement
BIT	Bureau international du Travail, Genève
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle
CAI	Cellule d'Appui à l'insertion
CCS	Comité de Coordination et de Suivi
CEFE	Small enterprise and self employment training
CRETF	Centre régional d'enseignement technique féminin
CETF	Centre d'enseignement technique féminin
CSP	Comité Spécial des Partenaires
CTB	Coopération technique belge
DACUM	Develop a Curriculum
DGCD	Direction Générale de la Coopération et au Développement, du Service public fédéral « Affaires Etrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement », gouvernement du Royaume de Belgique
DTF	Dossier Technique et Financier
ENFEFS	Ecole nationale de formation en économie familiale et sociale
FNEF	Fonds National de l'Entreprenariat Féminin
FNPJ	Fonds National pour la Promotion des Jeunes
GIE	Groupement d'intérêt économique
GPF	Groupement de promotion féminine
GTZ	Coopération technique allemande (Deutsche Gesellschaft für technische Zusammenarbeit GmbH)
IA	Inspection d'Académie
IMF	Institut de micro-crédit
IDEN	Inspection Départementale de l'Education Nationale
LUX-DEV	Agence de coopération et du développement du Grand-Duché de Luxembourg
MEF	Ministère de l'économie et des finances
MEPEM	Ministère de l'Enseignement Prescolaire, de l'Elémentaire et du Moyen
METFP	Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle
MTR	Mi-Term Review (Evaluation à mi-parcours)
PCE/USAID	Programme de Croissance Economique de l'USAID
PDEF	Programme décennal de l'éducation et de la formation
SMCL	Structure Mixte de Concertation locale
UGP	Unité de gestion du projet

A *ABA*

Titre de Prestations	Projet d'Appui à la Formation Professionnelle Féminine (FORPROFEM)
Code Navision CTB	SEN 06 016 11
Pays Partenaire	Sénégal
Institution partenaire	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP)
Agence d'exécution	Agence Belge de Développement (CTB)
Durée Prestation	36 mois
Date de démarrage de la prestation	Selon CS : 27 novembre 2006 Effective : 1 ^{er} janvier 2008
Date de clôture de la prestation	Selon CS : 26 novembre 2011 Estimée : 30 avril 2011
Modalités de gestion de la prestation	Co-gestion
Budget total de la prestation	€ 2 000 000
Contrepartie du partenaire	€ 960 531
Période couverte par la Programmation	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2010
Objectif global	L'insertion professionnelle féminine des populations dans les régions de Diourbel, de Fatick, de Kaolack et de Kafrine est améliorée. Cet objectif découle de la stratégie telle qu'inscrite dans le Plan Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF)
Objectif spécifique	Les capacités de formation et d'accès à l'emploi des structures de formation professionnelle féminine des régions de Diourbel, de Fatick, de Kaolack et de Kafrine sont améliorées.
Résultats	<p>Résultat 1 - Volet Orientation et Insertion : Mise en place de dispositifs d'accompagnement des sortantes vers l'emploi, l'auto emploi et une activité génératrice de revenus</p> <p>Résultat 2 - Volet Profils Professionnels et Programmes de Formation : Adapter au mieux les programmes de formation existants aux besoins et potentialités du marché, grâce à leur orientation sur les compétences pratiques et transversales ainsi qu'une meilleure interaction avec la demande.</p> <p>Résultat 3 - Volet Gestion des Centres : il s'agit de rendre plus performants les centres de formation dans leur gestion, d'avoir une meilleure insertion des centres de formation dans leur environnement local et régional, de favoriser des collaborations multiples avec les autres CRETF et CETF, les autorités, les Chambres de métiers, du Commerce, d'Industrie et d'Agriculture, les Mutuelles d'épargne et de crédit et les associations et autres organisations de base</p> <p>Résultat 4 - Volet Formation continue et mise à niveau permanente des intervenants : Rendre les personnels des centres plus compétents et actifs, grâce à l'instauration d'une culture d'actualisation et de formation continue permanente.</p>

f



Logique d'intervention	Effizienz	Efficacité	Durabilité
Objectif Spécifique : Les capacités de formation et d'accès à l'emploi des structures de formation professionnelle féminine des régions de Diourbel, Fatick, Kaolack et Kaffrine sont améliorées	88% des dépenses liées aux activités ont été consommées. Les 12% restants constituent la construction des ateliers de transit et une formation en gestion.	Au niveau de l'insertion, 66% des sortantes ont été insérées par rapport aux 70% prévus. L'accès aux centres a augmenté de 49%.	Le METFP participe à l'ensemble des activités tendant à atteindre les objectifs. Cependant il faut noter le retard important noté dans la prise en charge des problèmes d'infrastructures.
Résultat 1 : Volet Orientation et Insertion - Mise en place de dispositifs d'accompagnement des sortantes vers l'emploi, l'auto emploi et une activité génératrice de revenus.	99% d'exécution du budget alloué à ce résultat. Toutes les activités prévues ont été réalisées.	Taux d'insertion de 66%, avec 169 insérées sur 257 sortantes. La plupart des sortantes non insérées sont en attendant de financement au CMS.	Les Cellules d'appui à l'insertion mises en place faciliteront l'insertion des sortantes. Le METFP et les centres ont pris en main ce volet. Il reste à étudier la pérennisation du fonds de garantie qui facilite l'accès au crédit aux sortantes.
Résultat 2 : Volet Profils Professionnels et Programmes de Formation - Adapter au mieux les programmes de formation existants aux besoins et potentialités du marché, grâce à leur orientation sur les compétences pratiques et transversales ainsi qu'une meilleure interaction avec la demande.	78% d'exécution du budget alloué à ce résultat. Les 22% restants constituent la supervision et la construction des ateliers de transit.	49% d'augmentation de l'accès et 91 référentiels de formation ont été élaborés et adaptés, comprenant plus de 50 modules de formation de courte durée.	Les problèmes d'infrastructures et le retard dans la mise en application des nouveaux programmes de formation n'ont pas favorisé une bonne appropriation des résultats du projet.
Résultat 3 : Volet Gestion des Centres - il s'agit de rendre plus performants les centres de formation dans leur gestion, d'avoir une meilleure insertion des centres de formation dans leur environnement local et régional, de favoriser des collaborations multiples avec les autres CRETF et CETF, les autorités, les Chambres de métiers, du Commerce, d'Industrie et d'Agriculture, les Mutuelles d'épargne et de crédit et les associations et autres organisations de base.	98% d'exécution du budget alloué à ce résultat. Toutes les activités prévues ont été réalisées.	Les centres ont mis en place des plans de communication et ont vu la participation des populations dans toutes les activités qu'ils déroulent. Ils gèrent leur page dans le site web du projet et organisent des journées de promotion de la formation professionnelle.	Un cadre institutionnel a été élaboré avec les centres et validé par le METFP, mais, au 31 décembre, ce cadre n'est toujours pas appliqué, ce qui crée un problème de pérennisation.
Résultat 4 : Volet Formation continue et mise à niveau permanente des intervenants - Rendre les personnels des centres plus compétents et actifs, grâce à l'instauration d'une culture d'actualisation et de formation continue permanente.	99% d'exécution du budget alloué à ce résultat. Toutes les activités prévues ont été réalisées.	Au total, 18 sessions de formation ont été organisées pour un total de 394 formateurs.	La mise en application des nouveaux programmes de formation permettrait de s'assurer d'une bonne prise en compte de l'APC dans les formations.

Budget	Dépenses par année	Dépenses totales année N (31/12/2010)	Solde budget	Taux d'exécution
2.000.000 euros	- 566 649 euros en 2008	1 844 770 euros	155 230 euros	92%
	- 869 561 euros en 2009			
	- 408 560 euros en 2010			

L'exécution des activités du projet FORPROFEM a été marquée par les événements suivants :

- La visite aux sortantes regroupées en GIE les 26 et 27 janvier, du Ministre de l'ETFP.

(Signature)

Le Sénégal s'est engagé depuis 2000 dans un important programme de développement de son système éducatif en adoptant le Programme Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF).

Le document de politique sectorielle de la Formation Professionnelle et Technique (FPT) a été élaboré et articulé autour de quatre axes stratégiques :

- l'élargissement de l'accès à la formation professionnelle et technique;
- l'amélioration de la qualité des enseignements/apprentissages;
- le renforcement de la gouvernance et de l'autonomie des structures ;
- le développement et la mise en œuvre d'un dispositif d'appui et de suivi à l'insertion socioprofessionnelle dans les structures de la FPT.

Cette vision du secteur de l'ETFP a entraîné la mise en œuvre d'une réforme par le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METPF).

Cette réforme consiste entre autres à :

- Elargir l'accès à la formation professionnelle et technique
- Réorienter la formation pour répondre aux besoins du marché
- Restructurer le mode de gestion et de fonctionnement des structures de la Formation Professionnelle et Technique (FPT)
- Accroître le taux de qualification professionnelle et technique au sein des populations
- Promouvoir le savoir agir, l'employabilité, la créativité et l'esprit d'entreprise chez les jeunes pour les préparer à devenir des acteurs performant dans la vie active
- Faciliter l'insertion socioprofessionnelle des sortantes des écoles de formation

Le FORPROFEM a clairement contribué à créer de nouvelles opportunités professionnelles pour les filles et femmes des 4 régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine et Kaolack. Le projet a permis de façon importante de relever le niveau des CETF et CRETF, ce qui a un effet immédiat sur le taux d'insertion des jeunes filles et femmes à travers l'emploi salarié et l'auto emploi

L'application de la méthode APC dans les nouveaux référentiels, la mise en niveau des formateurs, l'amélioration de la gestion des centres et les perspectives d'insertion ont contribué à un plus grand engouement envers les centres.

Les métiers qui sont couverts par les centres sont pour la plupart des métiers relativement classiques (couture/habillement, restauration, coiffure et techniques de collectivités), mais ce sont toutefois des métiers/secteurs où il y a une demande importante notamment pour le marché local (même en milieu rural) ou dans le secteur du tourisme.

Plusieurs événements ont favorisé, d'une manière ou d'une autre, l'atteinte des résultats par le projet FORPROFEM :

- Visite de travail de l'UGP avec SEN024, (LUX DEV), pour harmoniser les actions des 2 projets particulièrement dans le domaine des programmes de formation et dans l'insertion ;
- Participation de l'UGP à l'atelier d'élaboration du Guide méthodologique APC et du dispositif de Certification
- Visite d'une délégation de la DGCD, de l'Ambassade de Belgique et de la CTB au CRETF de Diourbel
- La visite du Ministre de l'ETFP aux sortantes des CRETF et CETF des régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine et Kaolack, ayant permis de mesurer l'impact de l'appui auprès des centres et l'accompagnement à l'insertion, effectif dans tous les centres
- L'audit du projet FORPROFEM par le Cabinet DELOITTE SENEGAL
- Organisation de la 1^{ère} édition de la foire interrégionale de la formation professionnelle féminine, à Kaolack
- La participation du projet à la revue annuelle du Programme Indicatif de Coopération Belgo-sénégalaise, tenue le 20 mai 2010 à Dakar ;
- Participation à la 4^{ème} édition des journées de l'ETFP, à Dakar
- Evaluation finale du projet FORPROFEM

4 100

- accompagné du bailleur (ambassade de Belgique), du parlement (sénat), de l'association nationale des parents d'élèves, de la CTB et de toutes les directions du METFP ;
- L'atelier d mise en œuvre du plan d'expérimentation de l'APC et du parcours d'insertion, avec le SEN024 (projet de Lux Dev qui appuie la formation professionnelle et l'insertion professionnelle dans les régions de Louga, Matam et Saint-Louis), en mars ;
- La création par le METFP du Comité de pilotage de la mise en œuvre de l'APC dans les zones pilotes du FORPROFEM et du SEN024, en mars ;
- L'organisation de la 1^{ère} édition de la foire interrégionale de la formation professionnelle féminine dans les régions de Diourbel, Fatick, Kafrine et Kaolack, du 25 au 29 mai à Kaolack ;
- L'audit du projet au mois de mai 2010, par le cabinet DELOITTE Sénégal ;
- L'évaluation finale du projet en septembre / octobre 2010 ;
- La nomination de la Responsable Nationale, par décret présidentiel, comme Administratrice du FONDEF, et remplacée par Mme Fama FALL précédemment Directrice du CRETF de Dakar, en novembre ;
- La formulation de la phase de prolongation du projet en décembre

Le projet a, dans peu de temps, réalisé de nombreuses activités et appuyé des restructurations des centres en collaboration avec des partenaires au développement, et des acteurs économiques. Le Project agit en parfaite cogestion avec le METFP, les IA et IDEN, les structures de tutelle et d'encadrement des centres de formation

Cependant, pour la mise en oeuvre des activités de l'année 2010, il est nécessaire de:

- Faire appliquer les nouveaux programmes de formation, stabilisés et harmonisés avec le SEN024. A ce titre, le comité de pilotage mis en place par le METFP est chargé de coordonner toutes les activités de mise en oeuvre de l'APC dans les zones pilotes
- Faire appliquer le nouveau cadre institutionnel, de manière à installer officiellement les nouvelles responsabilités dans les CRETF et CETF. De même, ce nouveau statut des centres va impliquer les professionnels dans leur gestion
- Construire les 7 CRETF et CETF de la zone d'intervention du projet

A
A30

Activités	Score	Commentaires
Ancrage institutionnel	Non approprié	Le projet est autonome dans sa gestion. Il est installé dans la zone d'intervention et est sous la tutelle du cabinet du METFP, mais géré par une équipe autonome.
Modalités d'exécution	Approprié	Toutes les activités sont exécutées avec le METFP, à travers ses directions. Le système de gestion (DDI - C1B) fonctionne parfaitement. Mise en place d'un Comité de Coordination et de Suivi.

La Convention Spécifique relative au projet, a été signée entre la République du Sénégal et le Royaume de Belgique le 27 novembre 2006 pour une durée de 60 mois.

Objectif spécifique : Les capacités de formation et d'accès à l'emploi des structures de formation professionnelle féminine des régions de Diourbel, de Fatick, de Kaolack et de Kaffrine sont améliorées.						Progrès :	B
Indicateurs	EG	Baseline (2008)	2009	Progrès 2010	Valeur cible 2010	Commentaires	
Nombre de filles et de femmes insérées	X	9 sur 118 7%	124 sur 238 (52%)	169 sur 257 (66%)	70%	L'insertion a surtout été facilitée par la mise en place du fonds de garantie qui rend disponible le crédit auprès du CMS.	
Nombre d'affaires (auto emploi, micro entreprises etc.) et d'emplois créés		01	19	34	NR		
Nombre de programmes et de modules de formation adaptés		15	155		NR	Ces nouveaux programmes sont disponibles mais pas encore appliqués dans les centres.	
Taux de déperdition	X	49 sur 611 (8%)	29 sur 1021 (3%)	6 sur 1201 (0.5%)	NR		
Taux de croissance de l'accès	X	611 (10%)	1021 (10%)	1201 en 2010 (49%)	NR	L'accès reste bloqué du fait de l'exiguïté des centres.	

La mise en place et le fonctionnement des cellules d'appui à l'insertion ont permis, en 2010, de faire une bonne analyse de la prise en charge de l'insertion des sortantes. Si en 2009, la plupart des sortantes avaient bénéficié de financement pour mettre en place des activités génératrices de revenus, 4 sortantes ayant trouvé un emploi salarié en 2008/2009) en 2010, l'insertion a surtout concerné l'emploi direct (28 sortantes ont pu trouver un emploi direct en 2009/2010).

De même, l'effectif des centres a augmenté de 49% entre 2008 et 2010. En 2009, l'augmentation de l'effectif était de 40%. Cela montre que la mise à niveau des centres est perçue favorablement par les populations.

/ H/D

Risques	Niveau actuel	Mesures prises	Recommandations
BCI du METFP 2007 exécuté Décisions du METFP quant aux nouvelles constructions ou aménagements dans des bâtiments existants (à Kaolack, Kaffrine, Nioro, Foundiougne, Gossas, Mbacké)	C	La SMCL, dans ses délibérations des 12 février et 27 juillet 2010, avait recommandé au METFP de diligenter les constructions des autres centres que sont Nioro, Mbacké, Kaffrine, Gossas et Kaolack, en tenant compte des recommandations du Comité Spécial des Partenaires de mai 2010.	Demander au METFP d'inscrire dans ses priorités dans le BCI de 2011 la construction de ces centres
Une collaboration étroite est prévue avec APEFE dans les domaines d'élaboration et adéquation de programmes de formation et de la formation continue des enseignants	A	Une collaboration existe avec l'APEFE à travers le SEN102, dans la formation des formateurs en habillement, restauration et sociale à l'ENFEFS	
Une collaboration étroite sera établie avec le Programme d'appui à la microfinance dans les régions de Kaolack, Farick et Diourbel et avec le programme APEFE financé par la coopération belge	A	Le PAMIF 1 a participé à la mise en place du fonds de garantie au CMS et à l'élaboration des mécanismes de fonctionnement de ce fonds Par ailleurs, plusieurs rencontres informelles se sont tenues avec le PAMIF 2	Aider à la réflexion sur la pérennisation du fonds de garantie
Non application des nouveaux programmes de formation	C	La SMCL, dans sa délibération du 27 juillet 2010, avait recommandé au METFP de faire appliquer les nouveaux programmes de formation ainsi que le cadre institutionnel dans les centres appuyés par le projet, conformément aux conditions préalables à l'exécution du projet, définies dans le Dossier Technique et Financier, à compter du mois d'octobre 2010	Demander au Comité de pilotage de la mise en œuvre de l'APC de diligenter ces requêtes pour que les outils développés puissent être appliqués en 2011.
Non application du cadre institutionnel	C		

	Score	Commentaires
Efficacité	A	
Efficiency	B	
Durabilité	C	Si le partenaire ne respecte pas ses engagements (construction des centres, application des nouveaux programmes et du cadre institutionnel), il y a des risques quant à la pérennisation des acquis du projet
Pertinence	A	

Les effets positifs observés sont :

a) **Au niveau des bénéficiaires finaux :**

- L'augmentation des effectifs des jeunes filles de 611 filles en 2007/08 à 1201 filles en 2010/11 soit une augmentation de 49% sur 3 ans. Il s'agit aussi bien d'augmentation en quantité qu'en qualité (inscription de filles de niveau terminal)
- Le taux d'insertion a nettement augmenté de 7% en 2007 à 66% (2010)
- L'amélioration claire et nette de l'image des centres chez les parents. Ceci est toutefois largement lié à la possibilité d'accéder à un crédit après la formation. Les professionnels locaux ont pu mesurer la qualité de la formation dans les CRETF et CETF. Certains que l'hôtel DJOLOFF INN à Kaolack (restauration et service), le RADI à Kaffrine et World Vision à Fatick (Habillage, Artisanat), recrutent de plus en plus les sortantes des CRETF et CETF. Même si les sortantes ne peuvent pas encore immédiatement apporter une contribution financière à leur famille, la famille apprécie leur contribution à travers les petits travaux qu'elles peuvent faire pour la famille. Un film sur l'insertion a été réalisé avec l'équipe du SCODA du METFP, pour mettre en exergue l'apport de l'appui auprès des familles et des populations

b) Au niveau des partenaires :

- Avec la réécriture des curricula et l'actualisation des programmes de formation (avec le sen024 dans le nord), le METFP est en phase d'expérimentation de la réforme de l'ETFP. La mise en place des outils d'accompagnement à l'insertion dans les CRETF et CETF lui permet de mieux articuler dans sa politique l'adéquation FORMATIO-EMPLOI.
- L'intérêt du secteur privé vis-à-vis de ces centres à travers les CCIA et les CDM estimé à travers les contacts avec leurs responsables

c) Au niveau des centres :

- Les formateurs ont fortement apprécié les opportunités de renforcement des capacités que le FORPROFEM leur a offert et apprécient la nouvelle méthode d'APC. Il s'agit des formations en gestion, en informatique, en développement de la personnalité, en gestion du site web, ...
- Les directeurs des centres apprécient la nouvelle gestion des centres qui s'est nettement améliorée avec plus de transparence et une meilleure organisation et une bonne répartition des tâches

Objectif global : L'insertion professionnelle féminine des populations dans les régions de Diourbel, de Fatick, de Kaolack et de Kaffrine est améliorée. Cet objectif découle de la stratégie telle qu'inscrite dans le Plan Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF)

Indicateurs	Taux en 2010	Commentaires
Taux d'insertion des sortantes, 70 % à la fin de la troisième année d'exécution du projet	169 sur 257 65% en 2010	L'insertion a surtout été facilitée par la mise en place du fonds de garantie qui rend disponible le crédit auprès du CMS
Nombre d'associations et de GIE mis en place	42 en 2010	
Pourcentage de GIE encore existants à la fin de la troisième année d'exécution du projet	42 en 2010	

Décisions	Source	Qui	Temps	Etat
Prolongation du projet FORPROFEM de 18 mois du projet, à compter du 1 ^{er} janvier 2011, pour un budget maximal de 500 000 euros		SMCL	Q3	Open

(Signature)

Recommandations	Source	Qui	Deadline
Diligenter les constructions des centres de Nioro, Mbacké, Kaffrine, Gossas et Kaolack, en tenant compte des recommandations du CSP de mai 2010		SMCL	Q3 - Q4 2010
Faire appliquer les nouveaux programmes de formation ainsi que le cadre institutionnel dans les centres appuyés par le projet		SMCL	Q4 2010
Diligenter la requête pour la prolongation du projet, à compter de janvier 2011 auprès du PAREE (Fonds d'Etudes et d'Expertise) en soumettant une demande de financement d'une mission d'un expert pour l'écriture du DTF de la prolongation.		SMCL	Q4 2010
Harmoniser les actions avec le SEN024 afin de faciliter la mise en place d'un nouveau cadre institutionnel.		SMCL	Q2 2010

Leçons apprises	Public	Capitalisation dans le cycle de projet
<u>Pérenniser l'organisation de la foire interrégionale de la formation professionnelle féminine</u> : la première édition a vu les sortantes organisées en GIE, rivaliser avec les professionnels locaux. Cela leur a permis d'être plus présentes sur le marché et de présenter des œuvres de qualité. Les centres ont également leur promotion en déroulant l'ensemble des métiers présents dans leurs programmes de formation. Aujourd'hui il s'agit d'appuyer les centres et leurs partenaires dans la pérennisation de cette activité, en l'organisant annuellement et en y impliquant les autorités locales et nationales et l'ensemble des acteurs de la formation professionnelle (ADEPME, FNPJ, FNEF, ANEJ, ...)	Représentation METFP	Formulation
<u>Prévoir une extension de l'appui vers les nouveaux centres issus du nouveau découpage de la zone d'intervention du projet</u> : Le département de Kaffrine étant devenu une région, de nouveaux centres sont apparus dans la zone d'intervention (Birkelane, Guinguinéo, Touba, CFIE de Niakhar devenu CETF), il est nécessaire d'installer dans ces nouveaux centres des cellules d'appui à l'insertion et de former les enseignants notamment en APC pour leur permettre d'être au même niveau que les centres déjà appuyés	Représentation METFP	Formulation

cf. HHD

Résultat : Mise en place de dispositifs d'accompagnement des sortantes vers l'emploi, l'auto-emploi et une activité génératrice de revenus

Progrès : **A**

Indicateurs	E	G	Baseline (2008)	Progrès 2009	Progrès 2010	Valeur cible 2010	Commentaires
Un pôle d'information, d'orientation et d'insertion existe dans chacun des 9 CRÉTF et CETF			00	9 (1 dans chaque centre)		9 (1 dans chaque centre)	
La base de données (informations par élève et sortante, par classe, par filière) est installée et utilisée			00	9 (1 dans chaque centre)		9 (1 dans chaque centre)	
Un outil de suivi des sortantes est expérimenté et appliqué			00	01		NR	
Nombre de filles et femmes suivies toutes les sortantes		X	113	238	257	450	De 2008 à 2010, il n'y a eu que 262 sortantes dont 5 abandons
Nombre et montants des plans d'affaires ayant reçu un financement, grâce à l'application d'une ligne de garantie			00	14 pour 27 477 euros	25 Pour 35 988 euros	NR	Le fonds de garantie a démarré en 2009
Pourcentage d'affaires (auto-emploi, micro entreprises etc.) encore existants après 3 ans			00	14	25	NR	
Nombre de formations en entrepreneuriat et formulation de plans d'affaires réalisées			00	03	01	NR	
500 prêts accordés à des femmes et filles sortantes grâce à la ligne de garantie		X	00	14	25	500	Les sortantes sont au nombre de 262 dont 5 abandons

Activités	Déroulement			Commentaires (uniquement si la valeur est :)
	++	+	+/.	
1 - Mettre en place un pôle d'information, d'orientation d'insertion dans chaque centre dénommé Cellule d'Appui à l'Insertion (CAI)		X		
2 - Etude du marché de l'emploi dans les localités abritant les centres		X		
3 - Mettre en place une base de données des élèves		X		
4 - Mettre en place un mécanisme de fonds de garantie		X		
5 - Accompagner les stagiaires		X		
6 - Accompagner les sortantes		X		
7 - Dynamiser les filles et femmes sortantes		X		
8 - Mettre en place et gérer les ateliers de transit				X Le retard est dû au non respect des engagements par le partenaire. Les travaux sont en cours et la réception est prévue en avril 2011.

[Signature]

Les dispositifs d'accompagnement à l'insertion sont opérationnels dans chaque centre :

- Les responsables des CAI ont suivi des formations en GERME (10 + 10 jours), Trie-Cree (10 jours) En plus des Responsables des CAI, le METFP a accompagné dans la plupart des centres (8 sur 10) des formateurs en gestion qui ont également suivi les formations en GERME.
- Près de 900 élèves ont suivi un stage dans 315 entreprises. Ces élèves ont été encadrés par 71 formateurs.
- Des formations techniques ont été organisées pour renforcer les capacités des sortantes en sérigraphie, coupe à main levée, transformation de céréales locales, teinture, gestion.
- Dans les formations en teinture et sérigraphie, transformation de céréales locales et en coupe couture, un module sur les mesures d'hygiène et de sécurité et sur l'environnement a été développé

Risques	Niveau actuel	Mesures prises	Recommandations
Collaboration des entités externes telles que : Mutuelles d'épargne et de crédit, chambres des métiers, chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture, entreprises et entités publiques (p.e. services de santé)	A	Les chambres consulaires sont membres des CAI.	Impliquer les mutuelles d'épargne et de crédit ainsi que les groupements féminins dans le fonctionnement des CAI

	Score	Commentaires
Efficacité	A	Réalisée à 90%. Il reste juste à démarrer les ateliers de transit
Efficience	B	Réalisée à 99% tout le budget alloué à ce résultat a été consommé
Durabilité	C	Si le partenaire ne respecte pas ses engagements (construction des centres, application du cadre institutionnel), il y a des risques liés à la pérennisation des acquis du projet. Egalement le fonds de garantie doit être pérennisé

Sur un budget de 498 700 euros, 495.215 euros ont été dépensés au 31 décembre 2010, soit un taux d'exécution de 99%. Les formations des sortantes (ateliers de transit) prévues en décembre 2010 et reportées en janvier 2011 n'ont pas permis la consommation de 3.485 euros (voir annexe budget vs actuals)

Décisions	Source	Qui	Temps	Etat
Harmoniser le parcours d'insertion avec l'appui de l'ONUDI et du BIT (appuyés par Lux Dév)		SMCL	Q2	Done

[Signature]

Recommandations	Source	Qui	Deadline
Préparer la pérennisation de l'activité microfinance		CCS	Q2 2011
Orienter les ateliers de transit dans le sens de centres incubateurs et prévoir des activités de transit dans tous les centres		Projet	Q1 2011

Leçons apprises	Public	Capitalisation dans le cycle de projet
<u>Professionnaliser la cellule d'appui à l'insertion</u> : choisir des formateurs en gestion comme responsables des CAI et intensifier la collaboration entre les centres et les Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture et les Chambres des Métiers locaux en vue d'identifier des places de stages dans les entreprises. Les contacts directs avec des entrepreneurs de la place seront à multiplier	Projet Centres	Formulation
Informers les associations de sortantes sur l'existence de structures d'appui aux initiatives privées telles que le PROMER, l'ADEPME, ...	Projet Centres	Formulation
Le concept initial des ateliers de transit doit être revu dans le sens de stimuler l'innovation dans la production, de rendre accessible les équipements, et de contribuer également à l'amélioration de la capacité financière du centre. Ces ateliers doivent être en harmonie avec les stratégies des centres, notamment avec les Projets d'Etablissement qui devront être réalisés	Projet Centres	Formulation

[Signature]

Résultat : Les programmes de formation existants seront plus adéquats aux besoins et potentialités du marché, grâce à leur orientation sur les compétences pratiques et transversales ainsi qu'une meilleure interaction avec la demande

Progrès : B							
Indicateurs	E	G	Baseline 2008	Progrès 2009	Progrès 2010	Valeur cible 2010	Commentaires
Nombre de modules de formation exécutés (modules techniques et modules transversaux)	X	X	Il n'existait pas de référentiels juste des programmes qui datent des années 1970	43 référentiels de formation comprenant au moins 15 modules par référentiel		NR	
Nombre de modules de formation hors CAP élaborés, adaptés et utilisés dans chaque centre			Il n'existait pas de référentiels juste des programmes qui datent des années 1970	16 modules de formation comprenant au moins 12 modules élaborés, adaptés, mais pas encore appliqués		NR	Les nouveaux programmes ne sont pas encore appliqués
Augmentation du nombre de participants aux cours de formation modulaire comparé avec la formation classique en trois ans			40 CAP (3 ans) et 47 hors CAP (moins de 3 ans)	96 CAP (3 ans) et 163 hors CAP (moins de 3 ans)	120 CAP (3 ans) et 177 hors CAP (moins de 3 ans)	NR	
Existence d'un centre de documentation dans chaque centre			AUCUN	Un CDI dans chaque centre		Un CDI dans chaque centre	
Partenariats avec des centres de formation privés qui travaillent dans les mêmes filières ou dans des domaines similaires			AUCUN		Partenariat avec les centres de Niakhar et Birkelane		

Activités	Déroutement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	++	+	+/-	-	
1 - Définir les profils professionnels conjointement avec les partenaires régionaux et locaux (p.e méthode DACUM), pour bien cibler les formations longues et modulaires		X			

7 480

2 - Adapter les programmes de formation et curricula pour les formations CAP et les modules des formations courtes et ciblées augmenter les séances pratiques et inclure les stages	X				
3 - Equiper les ateliers de formation et les ateliers de transit (ci-inclus restaurants d'application) en fonction des filières retenues et des programmes de formation mis en place, équiper les Centres de documentation et les Pôles d'insertion	X				
4 - Construire et réaménager les ateliers ci-inclus les ateliers de transit, les salles de classe en fonction des filières retenues et des programmes de formation mis en place			X	Retard du respect engagements partenaire	du non des du
5 - Mettre en place un Centre de documentation dans chaque centre de formation	X				
6 - Etablir des partenariats avec des centres de formation privés qui travaillent dans les mêmes filières ou dans des domaines similaires (Ndem, Niakhar, autres)	X				

Les principales activités déroulées en 2010 concernent principalement la Construction des ateliers de transit et des espaces pour le centre de documentation dans les centres de Bambey et Diourbel. Les autres centres sont logés dans des bâtiments conventionnés et ne peuvent pas faire l'objet d'extension. Les appels d'offres sont lancés et les entrepreneurs déjà sélectionnés. Les travaux de construction ont démarrés. La réception des ouvrages est prévue au plus tard fin avril 2011.

Au niveau du BCI (financement du partenaire) le centre de Fatick est en construction.

Une session de formation des formateurs des CRETF et CETF des 4 régions a été organisée dans : la développement de la personnalité, la recherche d'emploi et les techniques de rédaction d'un CV et d'une lettre de motivation, l'entrepreneuriat, les mathématiques, l'Anglais, le Français, l'informatique, l'alphabétisation (destinée aux analphabètes). Les supports sont pris en compte dans les nouveaux programmes de formation élaborés selon l'APC, où l'on retrouve l'ensemble des modules qui permettent d'installer les compétences chez les apprenantes

Le module « Développement de la personnalité » intègre ces compétences. Ce module transversal est essentiel sous cette perspective genre.

Risques	Niveau actuel	Mesures prises	Recommandations
Volonté de collaboration de la part des institutions d'épargne et de crédit et des professionnels de conseil dans le domaine de l'entrepreneuriat	B	Le projet a essayé d'impliquer les IMF locales dans certaines activités du projet mais seul le CMS a répondu favorablement	Continuer à chercher des partenariats avec ces institutions, notamment à l'occasion des foires
Volonté des entreprises d'accepter des stagiaires sans frais	A	En 2010, 315 entreprises ont accueilli des élèves en stage. Un partenariat existe entre ces entreprises et les centres	Actualiser le registre des partenaires des centres et étendre hors de la zone d'intervention du projet
Rôle assumé par APEFE	B	Une formation en habillement, restauration et en sociale a été organisée par le SEN102 (appuyé par l'APEFE) et l'ENFEFS	Continuer le partenariat en harmonisant les référentiels de formation pour les métiers développés dans les centres

[Signature]

	Score	Commentaires
Efficacité	A	Réalisée à 90%. Il reste juste à finaliser la construction des ateliers de transit
Efficience	B	Réalisée à 83%. Le reste du budget alloué à ce résultat correspond à la supervision et la construction des ateliers de transit
Durabilité	C	Si le partenaire ne respecte pas ses engagements (construction des centres, application des nouveaux programmes de formation), il y a des risques liés à la pérennisation des acquis du projet.

Sur un budget de 770.079 euros, 638.953 euros ont été dépensés au 31 décembre 2010, soit un taux d'exécution de 83%. La supervision et la construction des ateliers de transit reportées en avril 2011 n'ont pas permis la consommation de 131.126 euros (voir annexe budget vs actuals).

Décisions	Source	Qui	Temps	Etat
Faire appliquer les nouveaux programmes de formation		SMCL	Q4	Open

Recommandations	Source	Qui	Deadline
développer le référentiel et les modules « Développement de la personnalité » en y incluant les aspects 'genre' et les aspects de leadership féminin.		METFP	Q1 2011

Leçons apprises	Public	Capitalisation dans le cycle de projet
<u>Régler le problème des infrastructures pour faciliter aux populations l'accès aux centres</u> : aujourd'hui, les centres ont atteint leur limite au niveau de l'accès. Ils refusent des demandes d'inscription, faute de places. La construction des locaux devient urgente	METFP	Formulation

Le fait que les profils ont été développés dans le cadre d'une bonne collaboration avec le METFP et le projet SEN 024 de Lux Development est très important. Il n'aurait pas été efficace de le faire au niveau d'un projet si on n'a pas de garantie que le fruit du travail soit diffusé/utilisé au niveau national.

f *ABJ*

Résultat : Les centres de formation féminine seront plus performants dans leur gestion et mieux insérés dans leur environnement local et régional grâce à des collaborations multiples avec les autres CRETF et CETF, les autorités, les chambres de métiers, du commerce, d'industrie et d'agriculture, les mutuelles d'épargne et de crédit et les associations féminines et autres organisations de base

Progrès : A

Indicateurs	E	G	Baseline 2008	Progrès 2009	Progrès 2010	Valeur cible 2010	Commentaires
Plan de communication favorisant le partenariat public-privé élaboré et mis en place			AUCUN	Un plan de communication dans chaque centre			
Projet d'établissement concerté et mis en place pour chaque centre			AUCUN	AUCUN Un plan institutionnel regissant tous les centres a quand même été élaboré			Les projets d'établissement requièrent un Comité de Gestion par centre, d'où l'application du nouveau plan institutionnel
Comités de gestion en place et opérationnels, incorporant les partenaires du centre			AUCUN	Partiellement mis en place en attendant l'arrêté d'application du nouveau plan institutionnel			
Existence d'un système de gestion standardisé dans le sous-secteur de la formation professionnelle féminine METFP			AUCUN	AUCUN	AUCUN		Le projet est en cours de finalisation avec le METFP

Activités

1. - Elaborer et réaliser un plan de communication pour chaque centre (bien avec METFP) : temps d'antenne dans la radio locale, bulletin d'information, journées de portes ouvertes, annonces chez les partenaires, visualisation de l'offre de formation

Déroulement	
+	+/-
X	

Commentaires (uniquement si la valeur est -)

Handwritten signature and initials.

2 - Elaborer et réaliser un projet institutionnel pour chaque centre assigner et suivre les responsabilités (lien avec METFP) : tâche compartie entre le directeur/la directrice et le comité de gestion		X			
3 - Identifier les pôles de compétences qui peuvent assumer un rôle de leader dans leur domaine : Restauration, couture-habillement, coiffure, autres : un ou deux pour l'ensemble des centres dans les 3 régions				X	Ces activités sont fortement liées à la mise en place des nouveaux programmes de formation. Elles sont reportées dans la phase de consolidation
4 - Mettre en place un système expérimental de gestion par objectifs. Différentiation claire entre transferts par le budget METFP, la région (Conseil régional), le département, la municipalité, ainsi que les revenus propres (« extrabudgétaires », ateliers productifs, GIE)				X	
5 - Etablir et expérimenter un système de suivi de la qualité de formation et de la gestion financière au sein du secteur METFP-IA-IDEN-CRETF et CETF				X	

L'organisation de la 1ère édition de la foire interrégionale de la formation professionnelle féminine avec les Inspections d'Académie, les Chambres Consulaires et les CRETF et CETF des régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine et Kaolack. Cette manifestation a permis de mettre en valeur les potentialités des CRETF et CETF des régions concernées, en offrant aux élèves de ces centres, un espace de promotion de leur savoir-faire et de leurs produits. Placé sous le signe de l'Insertion Economique des Femmes par la Formation Professionnelle, la foire a également vu la participation des sortantes des CRETF et CETF regroupées en GIE, et des professionnels œuvrant dans le même secteur dans les 4 régions.

Les sortantes et les enseignants ont beaucoup apprécié leur participation à la foire interrégionale

Le Comité de Coordination et de Suivi a joué un rôle important dans la gestion du projet, particulièrement dans l'organisation de la foire interrégionale de la formation professionnelle, qui est son initiative. Ce comité a également dû prendre les décisions concernant les dossiers de crédit alors qu'elle disposait de peu d'expérience pour juger des dossiers lui proposés par les cellules d'insertion pour le crédit accordés aux filles et femmes pour le lancement de leur GIE.

Risques	Niveau actuel	Mesures prises	Recommandations
Implication des partenaires dans la gestion transparente des centres	C	Faire appliquer le nouveau cadre institutionnel qui prend en compte tous les outils développés par le projet	Signer l'arrêté pour les faire appliquer à titre expérimental

	Score	Commentaires
Efficacité	A	Réalisée à 95% Il reste juste à faire appliquer le nouveau cadre institutionnel
Efficiéce	B	Réalisée à 98%
Durabilité	C	Si le partenaire ne respecte pas ses engagements (construction des centres, application du nouveau cadre institutionnel), il y a des risques liés à la pérennisation des acquis du projet.

Sur un budget de 65 304 euros, 65 280 euros ont été dépensés au 31 décembre 2010, soit un taux d'exécution de 100% (voir annexe budget vs actuels)

Décisions				
	Source	Qui	Temps	Etat
Faire appliquer le nouveau cadre institutionnel		SMCL	Q4	Open

Recommandations			
	Source	Qui	Deadline
Impliquer les collectivités locales et les ARD dans la gestion des centres		METFP	Q1 2011

Leçons apprises		
	Public	Capitalisation dans le cycle de projet
Initier la création d'un cadre de concertation et de partenariat dynamique qui intègre tous les partenaires impliqués dans la problématique de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.	METFP	Formulation

ARD

Résultat : Les personnels des centres (3 CRETF et 6 CETF) seront plus compétents et actifs, grâce à l'instauration d'une culture d'actualisation et de formation continue permanente, ainsi que des échanges et apprentissages mutuels entre les personnels des centres établis dans les 3 régions et au sein du secteur METFP en général							Progrès : A
Indicateurs	E	G	Baseline 2008	Progrès 2009	Progrès 2010	Valeur cible 2010	Commentaires
Nombre de sessions de formation tenues			05	09	08	NR	
Nombre et groupes de participants : chefs d'établissement, adjoints, comptables matières, enseignants (titulaires, contractuels, vacataires), formateurs			Formateurs : 45 Chefs d'établissements : 09 X 1 session	Formateurs : 126 Chefs d'établissements : 10 X 2 session	Formateurs : 288 Chefs d'établissements : 10 X 3 sessions Comptables matières : 10 X 2 sessions	NR	
Participation propre des participants dans les frais de formation continue			Information non disponible		0 Francs	NR	

Activités	Déroutement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	++	+	+/-	-	
1 - Organiser des sessions de formation sur la gestion administrative et financière des centres		X			
2 - Organiser des sessions de formation pédagogique, technique et de gestion ainsi que des stages au profit des enseignants et moniteurs des 9 centres et les centres de formations privés appuyés par la coopération belge		X			
3 - Instaurer le système de parrainage entre les enseignants expérimentés et leurs collègues novices		X			
4 - Développer et expérimenter avec le METFP un système de formation continue permanente des agents des CRETF et CETF qui comporte des phases de formation présentielle et des phases de formation à distance, participation des niveaux IA et IDEN				X	Cette activité est fortement liée à la mise en place des nouveaux programmes de formation. Elle est reportée dans la phase de consolidation.

Handwritten signature/initials

Des sessions de formation en gestion administrative et financière se sont déroulées en avril et mai 2010. Elles ont regroupé l'ensemble des chefs d'établissement et des comptables matières des 9 CRETF et CETF des régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine et Kaolack ainsi que le CETF de Niakhar. Les formations ont été animées par des maîtres formateurs sélectionnés par le METFP.

L'UGP a organisé, en relation avec la DFPT, les formations suivantes :

- Entreprenariat (gestion selon la méthode GERME) avec l'ONFP
- Coupe - couture, dessin de mode, Teinture, Sérigraphie, Batik, Infographie avec le FONDEF
- transformation de céréales locales avec le projet PCE/USAID et l'ITA
- Restauration, Habillement et en Social (avec l'APEFE à travers le SEN 102 et l'ENFEFS)

La formation a concerné aussi bien les fonctionnaires, contractuels, vacataires, maîtres artisans et moniteurs dans les entreprises où les élèves font des stages.

Par ailleurs, les formateurs et les chefs d'établissement qui avaient participé en 2009 à un atelier sur l'approche genre, ont organisé une session de démultiplication dans leurs centres respectifs.

Risques	Niveau actuel	Mesures prises	Recommandations
Application des nouveaux programmes de formation	C	Un arrêté d'application est en voie de signature pour permettre l'application des nouveaux programmes dès janvier 2011.	

	Score	Commentaires
Efficacité	A	Réalisée à 10%
Efficience	B	Réalisée à 100%
Durabilité	C	Si le partenaire ne respecte pas ses engagements (construction des centres, application du nouveau cadre institutionnel), il y a des risques liés à la pérennisation des acquis du projet.

Sur un budget de 131 683 euros, 131 640 euros ont été dépensés au 31 décembre 2010, soit un taux d'exécution de 100% (voir annexe budget vs actuals).

Décisions				
	Source	Qui	Temps	Etat
Faire appliquer les nouveaux programmes de formation		SMCI	Q4	Open

(Handwritten signatures)

Recommandations	Source	Qui	Deadline
Organiser des sessions de formation en APC à l'ensemble du personnel des CRETF et CETF		METFP	Q1 2011
Organiser des formations et perfectionnements techniques pour les formateurs/ formatrices des diverses filières		METFP	Q1 2011
Organiser des formations et perfectionnements pour les formateurs des matières transversales		METFP	Q1 2011

L'évaluation finale applaudit largement la bonne collaboration avec le projet SEN 024 de la Coopération Luxembourgeoise pour le développement des référentiels, la structuration des centres et le développement d'autres outils de gestion. Cette bonne collaboration est une garantie que les efforts fait par le FORPROFEM qui dépassent son cadre géographique, soient partagés avec le projet SEN024 et les responsables du Ministère. Cela offre de meilleures chances pour une démarche nationale.

En général, il faudrait établir un système pour relever les besoins en compétences techniques et pédagogiques du corps enseignants et ensuite élaborer un système de formation continue et un système d'évaluation continue (appuyé par l'APEFE)

Bénéficiaires directs

Les bénéficiaires directs de l'intervention sont

- 1 Les jeunes filles sénégalaises inscrites à la formation et préparées pour l'insertion et accompagnées durant le processus de leur insertion. Un film a été réalisé sur l'insertion des sortantes et la perception des parents sur l'appui.
- 2 Les femmes sénégalaises participant aux formations courtes et modularisées

Cette population est principalement composée des catégories suivantes :

- 1 Des filles ayant quitté l'école à la fin de l'enseignement primaire
- 2 Des filles ayant terminé les études de 4ème du cycle moyen
- 3 Des femmes possédant des bases limitées d'enseignement formel (« analphabètes »)

Bénéficiaires indirects

Les bénéficiaires indirects sont :

- 1 Les directrices et directeurs ainsi que les comptables-matières des 9 centres, dans la mesure où elles/ils participeront aux actions du projet (formation des formateurs, formations en gestion, analyse du marché de travail, gestion du pôle d'insertion, suivi des stagiaires et sortants etc., représentation du centre à l'extérieur) ;
- 2 Les enseignants dans les centres de formation, par des actions de formation continue, des stages et le travail en réseau
- 3 Les professionnels du METFP, des IA des 3 régions et des IDEN des 6 départements
- 4 Populations installées dans l'environnement des sites d'implantation des 3 CRETF et 6 CETF. Ces populations bénéficieront de la prestation de services par les centres. En outre, elles bénéficieront à terme de l'impact des formations sur l'économie locale, par l'intermédiaire des travailleurs et professionnels formés
- 5 Les familles des personnes formées grâce à l'augmentation de leurs revenus ;
- 6 Les travailleurs des entreprises et groupes de travailleurs indépendants qui bénéficieront des compétences et qualifications des nouveaux formés, grâce aux nouveaux emplois générés ainsi de l'augmentation de leurs revenus ;
- 7 Les personnels et membres des chambres de métiers et de commerce, agriculture et industrie ainsi que des mutuelles d'épargne et de crédit, par leur participation aux actions menées en réseau incitation de développement au niveau régional, départemental et local ;
- 8 Le METFP sur la mise en place de dispositifs d'accompagnement à l'insertion dans les centres et sur la redéfinition des curricula. Un Comité de pilotage a été installé au METFP pour coordonner toutes les activités réalisées par le FORPROFEM dans la zone centre et le SEN024 dans la zone nord

SUJET	EXECUTION	OBSERVATIONS
Suivre avec la DAGE du METFP l'état d'évolution des constructions inscrites dans le BCI	Plusieurs rencontres se sont tenues avec le point focal du METFP à la Direction des Constructions scolaires, et les dossiers sont bien avancés.	Pour le CRETIF de Fatick et le CETF de Mbacké les budgets de construction ont été engagés et pour les autres centres (Gossas, Nioro, Kaffrine, Kaolack et Foundiougne) les entrepreneurs sont sélectionnés mais l'inexistence de budget (voir situation en annexe)
Les centres de Kaolack, Mbacké, Kaffrine doivent être délocalisés dans les meilleurs délais. A cet effet, la direction du Projet, en relation avec les IA de Kaolack et de Diourbel, doivent rencontrer le Gouverneur de Kaolack et les préfets de Mbacké et de Kaffrine pour trouver des maisons conventionnées	Les centres ont été délocalisés et sont abrités dans des bâtiments neufs, cependant toujours exigus	
Pour les formations dans la filière santé communautaire, mettre à contribution les conseils régionaux, le projet ASSRMKF et le Ministère de la santé dans l'acceptation des formations par le ministère de la santé.	Des rencontres avec le projet ASSRMKF d'abord, puis avec le ministère de la santé ont eu lieu. Le ministère de la santé a signifié son opposition aux formations dans les métiers d'assistante sage femme.	Le ministère de la santé propose de revoir le contenu et de l'adapter aux spécificités des centres
Mettre à contribution les autres projets de la CTB dans le cadre d'une synergie entre les actions des différents projets de la CTB	Une rencontre a eu lieu avec le PAMIF 2, et une synergie est en train de se dessiner, notamment dans la pérennisation du fonds de garantie	
Mettre en place deux ateliers de transit pilotes à Diourbel et Bambey dans les meilleurs délais. L'équipe de l'UGP doit travailler dans ce sens avec la DAGE du Ministère.	Les constructions sont en cours	
Déterminer des indicateurs plus performants comme instruments de mesure	Des indicateurs ont été élaborés et validés par le METFP	
Prendre contact avec les projets qui ont le même centre d'intérêt que FORPROFEM pour harmoniser les actions	L'UGP travaille en synergie avec le SEN024 (LUX DEV), et le PCE/USAID	

[Signature]

SUJET	EXECUTION	OBSERVATIONS
Mettre en application le cadre institutionnel	La SMCL a recommandé au METFP de signer l'arrêté d'application	Une nouvelle loi d'orientation qui prend en compte tout le contenu du cadre institutionnel et en phase d'être votée à l'assemblée nationale
Améliorer la communication entre les cellules et avec le public	Les journées « Portes Ouvertes » organisées par tous les centres a amélioré la communication avec les populations	
Renforcer le réseautage avec d'autres structures tissu professionnel, de développement, promotion féminine, insertion des jeunes, divers fonds d'insertion	Les Responsables de communication ont pris contact avec d'autres structures dans le cadre d'un partenariat avec leur centre	
Etudier la formule des ateliers de transit par rapport à leur environnement, finalité, cohérence et pertinence	Des missions terrain ont été organisées et le manuel de fonctionnement des ateliers de transit sera actualisé	Il sera élaboré un nouveau manuel avec l'appui des chambres consulaires et de personnes ressources
Elaborer les référentiels de certification pour les nouvelles filières	Les référentiels de certification ont été élaborés	
mettre en place les nouvelles formations, validées en novembre 2009	La SMCL a recommandé au METFP de signer l'arrêté d'application	L'arrêté d'application sera signé par le METFP en janvier 2011
Offrir des formations de courte durée dans les centres pour une population peu scolarisée	Les formations de courte durée font l'objet de modules inscrits dans les nouveaux référentiels de formation	
Pour les formations de longue durée démarrer la formation en entrepreneuriat dès la première année	Les nouveaux référentiels de formation élaborés ont prévu ce module dès la 1 ^{ère} année	
La collaboration avec le secteur privé est très prometteuse, elle serait à renforcer par l'intégration du dispositif de formation dans le développement local et régional. Organiser des formations et perfectionnements techniques pour les formateurs/ formatrices des diverses filières	Une première session a été organisée avec le SEN102 (APEFE) et l'ENFEFS	Il est prévu une autre session en 2011

(11)

-

[Handwritten signature]
[Handwritten initials]

Cadre logique

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIFEMENT VERIFIABLES (IOV)	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES ET RISQUES
<p>Objectif global</p> <p>L'insertion professionnelle féminine des populations dans les régions de Diourbel, Fatick et Kaolack est améliorée.</p>	<ol style="list-style-type: none"> Taux d'insertion des sortantes de 50 % à la fin de la première année, 50 % à la fin de la deuxième année et 70 % à la fin de la troisième année d'exécution du projet Nombre d'associations et de GIE mis en place Pourcentage de GIE encore existants à la fin de la première année, de la deuxième année et de la troisième année 	<ol style="list-style-type: none"> Rapports de rentrée et de fin d'année scolaire - Direction de l'établissement Rapports d'exécution du projet Rapports du MEETP Répertoires de la chambre des métiers et de la chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture 	<p>Maintien de la politique sectorielle du Plan décennal de l'éducation et de la formation et du Plan d'action de la deuxième phase 2005 - 2011</p>

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIFS VERIFIABLES (IOV)	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES ET RISQUES
<p>Objectif spécifique</p> <p>Les capacités de formation et d'accès à l'emploi des structures de formation professionnelle féminine des trois régions de Diourbel, Fatick et Kaolack sont améliorées</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de filles et de femmes inscrites - 450 sur 3 ans 2. Nombre d'affaires (auto-emploi, micro-entreprises etc.) et d'emplois créés 3. Nombre de programmes et de modules de formation adaptés 4. Taux de croissance de l'accès par centre 5. Baisse du taux de déperdition 6. Gestion rationnelle de l'utilisation des espaces de formation 7. Gestion transparente de dépenses et revenus 8. Utilisation rationnelle des équipements 9. Plan d'entretien et de maintenance mis en place et suivi 10. Outil de suivi mis en place et fonctionnel 11. Nombre d'ateliers de transition créés 12. Equipements mis en place 13. Bâtimens, salles et ateliers aménagés 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rapports de rentrée et de fin d'année scolaire 2. Directrice de l'établissement 3. Rapports d'exécution du projet 4. Rapports du MEETP 5. Répertoires de la chambre des métiers et de la chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture 	<p>BCI (Budget consolidé d'investissement) du MEETP 2007, exécuté.</p> <p>Décisions du MEETP quant aux nouvelles constructions ou aménagements dans des bâtiments existants à Kaolack, Kaffrine, Nioro, Foundiougne, Gossas, Mbacké)</p> <p>Le BCI 2007 prévoit : nouvelles constructions pour 1) le CRETF de Kaolack 70.000.000 F CFA, 2) le CFTF de Mbacké 50.000.000 F CFA. Par contre, rien n'est prévu pour Kaffrine, Nioro, Foundiougne, Gossas dans le BCI 2007.</p> <p>Une collaboration étroite est prévue avec APDFI; dans les domaines d'élaboration et adéquation de programmes de formation et de la formation continue des enseignants (Résultats 2 et 4).</p> <p>Une collaboration étroite sera établie avec le Programme d'appui à la microfinance dans les régions de Kaolack, Fatick et Diourbel financé par la coopération belge.</p> <p>Une synergie sera cherchée avec les actions du projet ASSRMEF (Appui au système de santé dans les régions médicales de Kaolack et Fatick.</p> <p>L'école de maintenance médicale de Diourbel, appuyée par la coopération allemande, est aussi un partenaire potentiel pour l'instauration d'un système de maintenance dans les CRETF et CFTF.</p>

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES (IOV)		SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES ET RISQUES
Résultats attendus Résultat 1 – Volet Orientation et Insertion (« pertinence ») Des dispositifs d'accompagnement des sortantes vers l'emploi, l'auto-emploi et une activité génératrice de revenus sont expérimentés et opérationnels au niveau de chaque centre (3 CRETF et 6 CETF).	1. Un pôle d'information, d'orientation et d'insertion existe dans chacun des 9 centres de formation professionnelle féminine (3 CRETF et 6 CETF) et il est lié avec l'alliance multi-acteurs. 2. La base de données (informations par élève et sortante par classe, par filière par niveau, registre des partenaires) est installée et utilisée. 3. Un outil de suivi des sortantes en atelier de transition, emploi dépendant, auto-emploi, association des sortantes et GIE est expérimenté et appliqué. 4. Nombre de filles et femmes suivies toutes les sortantes. 5. Nombre et montants des plans d'affaires ayant reçu un financement, p.e. grâce à l'application d'une ligne de garantie. 6. Pourcentage d'affaires (auto-emploi, micro-entreprises etc.) encore existants après 1 an, après 2 ans et après 3 ans. 7. Nombre de formations en entreprenariat et formulation de plans d'affaires réalisés. 8. 500 prêts accordés à des femmes et filles sortantes grâce à la ligne de garantie.	1. Rapports mensuels du pôle d'insertion 2. Rapports de rentrée et de fin d'année scolaire (Directrice de l'établissement) 3. Documents de statut juridique de création d'association, reprise et GIE 4. Modules de formation pour les sortantes	1) Collaboration des entités externes telles que Mutuelles d'épargne et de crédit, chambres de métiers, chambres de commerce d'industrie et d'agriculture, entreprises et entités publiques (p.e. services de santé).	

Handwritten signature

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES (IOV)	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES ET RISQUES
<p>Résultats attendus</p> <p>Résultat 2 – Volet Profils professionnels et des programmes de formation (« qualité »)</p> <p>Les programmes de formation existants seront plus adaptés aux besoins et potentialités du marché grâce à leur orientation sur les compétences pratiques et transversales ainsi qu'une meilleure interaction avec la demande.</p> <p>Filières de formation : restauration, couture, technique de collectivité, artisanat, coiffure, nettoyage, paramédical, réparation et entretien d'équipements électriques-électroniques et d'informatique.</p> <p>Formations longues = 3 ans et formation courtes = modulaires. Les programmes de formation non-CAP seront transformés en modules. Les programmes de formation seront enrichis de modules transversaux (renforcement de la personnalité, recherche d'emploi, entreprenariat), de phases de formation pratique et de stage, en différenciant selon les niveaux « CAP » et « attestation » (lien avec le Résultat 1 – pôle d'insertion)</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de modules de formation exécutés (modules techniques et modules transversaux) 2. Nombre de modules de formation hors CAP élaborés, adaptés et utilisés dans chaque centre 3. Augmentation du nombre de participants aux cours de formation modulaire, comparé avec la formation classique en trois ans 4. Règles sur la différenciation des groupes cible (4ème de secondaire pour le niveau CAP, sans pré requis pour les formations modulaires) – pour tous le sous secteur et / ou chaque centre 5. Existence d'un centre de documentation dans chaque centre 6. Partenariats avec des centres de formation privés qui travaillent dans les mêmes filières ou dans des domaines similaires (Ndem, Nlakhar, autres) (= indicateur « politique ») 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rapports de rentrée et de fin d'année scolaire (Directrice de l'établissement) 2. Rapports de gestion de la cellule de coordination du projet 3. Contrôle physique sur place 4. Règlement ministériel METFP le cas échéant 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Volonté de collaboration de la part des institutions professionnelles de conseil dans le domaine de l'entreprenariat 2. Volonté des entreprises d'accepter des stagiaires sans frais

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES (IOV)		SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES ET RISQUES
Résultats attendus Résultat 3 – Volet Gestion des centres Les centres de formation féminine seront plus performants dans leur gestion et mieux insérés dans leur environnement local et régional, grâce à des collaborations multiples avec les autres CRETF et CETF, les autorités, les chambres de métiers, du commerce, d'industrie et d'agriculture, les mutuelles d'épargne et de crédit et les associations féminines et autres organisations de base.	1. Plan de communication favorisant le partenariat public-privé élaboré et mis en place 2. Projet d'établissement concerté et mis en place pour chaque centre 3. Comités de gestion en place et opérationnels, incorporant les partenaires du centre 4. Mise en place d'un système de gestion standardisé dans le sous-secteur de la formation professionnelle féminine METFP	1. Rapports de rentrée et de fin d'année scolaire (Directrice (Directrice) 2. Rapports de gestion de la cellule de coordination du projet 3. Texte juridique du METFP 4. Rapports d'exécution du METFP et publication au Journal officiel	1. Implication des partenaires dans la gestion transparente des centres	
Résultat 4 – Volet Formation continue et mise à niveau permanente des intervenants Les personnels des centres (3 CRETF et 6 CETF) seront plus compétents et actifs, grâce à l'instauration d'une culture d'actualisation et de formation continue permanente, ainsi que des échanges et apprentissages mutuels entre les personnels des centres établis dans les 3 régions et au sein du secteur METFP en général.	1. Nombre de sessions de formation tenues 2. Nombre et groupes de participants : chefs d'établissement, adjoints, comptables matières, enseignants (titulaires, contractuels, vacataires), formateurs / formatrices 3. Participation propre des participants dans les frais de formation continue 4. Rythme de progression des élèves accélerié	1. Rapports du projet 2. Rapports du METFP 3. Rapports de rentrée et de fin d'année scolaire (Directrice (Directrice) 4. Rappports d'exécution du METFP et publication au Journal officiel	1. Politique de formation continue du METFP 2. Changement de mentalité des enseignants	

Activités M&E

	BILAN
RI 1: Volet Orientation et insertion (« pertinence »)	
1.1 Mettre en place un «pôle d'information, d'orientation et d'insertion» dans chaque centre	
Désignation d'un local et d'un responsable par le chef d'établissement de chaque centre	réalisé
Elaboration manuel de fonctionnement des cellules d'appui à l'insertion	réalisé
Achat équipements	réalisé
Registre des partenaires	En cours
1.2 Observer le marché de l'emploi (Baseline Study) dans les régions de Diourbel, Fatick, Kaolack)	
Désignation des équipes d'enquêteurs (formateurs + chambres consulaires) dans chaque centre	réalisé
Sélection d'un expert pour la formation en techniques d'enquêtes et réalisation de l'étude	réalisé
Publication de l'étude par localité abritant un centre	réalisé
Dissémination de l'étude par localité abritant un centre	réalisé
1.3 Mettre en place une base de données des élèves dans chaque centre	
Elaborer fiche d'identification des élèves et sortantes	réalisé
Commander fiches	réalisé
1.4 Mettre en place un mécanisme de fonds de garantie	
Lancer appel d'offres pour sélectionner une SFD	réalisé
Sélectionner la SFD	réalisé
Etablir une convention entre la SFD et l'UGP	réalisé
Recruter expertise pour étude des mécanismes de fonctionnement du fonds de garantie	réalisé
1.5 Accompagner les stagiaires	
Développer le système de suivi et évaluation	réalisé
Etablir des fiches de suivi	réalisé
Organiser des stages pour les élèves en formation	réalisé
Confectionner le cahier de stage pour le suivi des stagiaires	réalisé
Les membres du pôle visitent les entreprises	réalisé
Identifier les postes de stage	réalisé
Identifier les maîtres de stage	réalisé
Gérer les fiches de suivi	réalisé

R1.2. Volet Profils professionnels et programmes de formation (« qualité »)	BILAN
2.1 Définir les profils professionnels conjointement avec les partenaires régionaux et locaux	réalisé
Organiser des ateliers de définition des profils professionnels (filières traditionnelles et nouvelles filières) Formuler le profil professionnel qui servira comme base et point de départ pour déterminer le curriculum et pour dresser le programme de formation longue et modulaire.	réalisé
2.2 Adapter les programmes de formation et les curricula pour les formations CAP et les modules des formations courtes et ciblées	réalisé
Elaborer les nouveaux programmes de formation	réalisé
Tester et évaluer les modules de formation, entre enseignants et l'expert	réalisé
Après validation par le METFP, démultiplier et appliquer les modules de formation dans les 9 centres	Non réalisé
2.4: Equipement des ateliers de formation et de transit	réalisé
Equiper les ateliers de transit et les ateliers de formation	réalisé
2.5: Superviser la Construction des ateliers de transit	réalisé
Faire les études architecturales	réalisé
Elaborer DAO	réalisé
2.6: Construire les ateliers de transit	réalisé
Construire les ateliers de transit	réalisé
2.6 Mettre en place un Centre de documentation dans chaque centre de formation	En cours
Le chef d'établissement de chaque centre désigne les membres de l'équipe de gestion du Centre de documentation	réalisé
Equiper le Centre de documentation	réalisé
Câblage informatique des centres de documentation	réalisé
2.7 Mettre en place un Centre de documentation dans chaque centre de formation	réalisé
Equiper les centres de documentation en manuels didactiques	réalisé



Part 3 : Volet Gestion des centres		BILAN
3.1: Elaborer et réaliser un plan de communication pour chaque centre	Désigner un Responsable de Communication dans chaque centre	
	Mettre en place un plan de communication dans chaque centre	réalisé
	Créer un site web pour le projet et les centres	réalisé
3.2: Elaborer et réaliser un projet institutionnel pour chaque centre	Elaborer un plan institutionnel concerté	réalisé
	Mettre en oeuvre ce plan au niveau de chaque centre	
3.6 Mettre en place et rendre opérationnel un Comité de coordination et de suivi pour le projet	Sélectionner les participants	réalisé
	Organiser les réunions régulières	Non réalisé
		réalisé
		réalisé
AUTRES ACTIVITES		BILAN
	Evaluation à mi-parcours du projet	réalisé
	Audit externe du projet	réalisé
	Evaluation finale du projet	réalisé

Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »



Formateur Professionnel des titres

E01

Report includes all valid transactions registered up to today

Code	Description	Quantité	Prix	Montant	Commission	Total
01	Monte Carlo	100	100	100	0	100
02	Stable	100	100	100	0	100
03	Development	100	100	100	0	100
04	VEP	100	100	100	0	100
05	Statistique	100	100	100	0	100
06	Ben/Agha	100	100	100	0	100
07	Attah	100	100	100	0	100
08	Reserve	100	100	100	0	100
09	Reserve	100	100	100	0	100
10	Reserve	100	100	100	0	100
11	Reserve	100	100	100	0	100
12	Reserve	100	100	100	0	100
13	Reserve	100	100	100	0	100
14	Reserve	100	100	100	0	100
15	Reserve	100	100	100	0	100
16	Reserve	100	100	100	0	100
17	Reserve	100	100	100	0	100
18	Reserve	100	100	100	0	100
19	Reserve	100	100	100	0	100
20	Reserve	100	100	100	0	100
21	Reserve	100	100	100	0	100
22	Reserve	100	100	100	0	100
23	Reserve	100	100	100	0	100
24	Reserve	100	100	100	0	100
25	Reserve	100	100	100	0	100
26	Reserve	100	100	100	0	100
27	Reserve	100	100	100	0	100
28	Reserve	100	100	100	0	100
29	Reserve	100	100	100	0	100
30	Reserve	100	100	100	0	100
31	Reserve	100	100	100	0	100
32	Reserve	100	100	100	0	100
33	Reserve	100	100	100	0	100
34	Reserve	100	100	100	0	100
35	Reserve	100	100	100	0	100
36	Reserve	100	100	100	0	100
37	Reserve	100	100	100	0	100
38	Reserve	100	100	100	0	100
39	Reserve	100	100	100	0	100
40	Reserve	100	100	100	0	100
41	Reserve	100	100	100	0	100
42	Reserve	100	100	100	0	100
43	Reserve	100	100	100	0	100
44	Reserve	100	100	100	0	100
45	Reserve	100	100	100	0	100
46	Reserve	100	100	100	0	100
47	Reserve	100	100	100	0	100
48	Reserve	100	100	100	0	100
49	Reserve	100	100	100	0	100
50	Reserve	100	100	100	0	100
51	Reserve	100	100	100	0	100
52	Reserve	100	100	100	0	100
53	Reserve	100	100	100	0	100
54	Reserve	100	100	100	0	100
55	Reserve	100	100	100	0	100
56	Reserve	100	100	100	0	100
57	Reserve	100	100	100	0	100
58	Reserve	100	100	100	0	100
59	Reserve	100	100	100	0	100
60	Reserve	100	100	100	0	100
61	Reserve	100	100	100	0	100
62	Reserve	100	100	100	0	100
63	Reserve	100	100	100	0	100
64	Reserve	100	100	100	0	100
65	Reserve	100	100	100	0	100
66	Reserve	100	100	100	0	100
67	Reserve	100	100	100	0	100
68	Reserve	100	100	100	0	100
69	Reserve	100	100	100	0	100
70	Reserve	100	100	100	0	100
71	Reserve	100	100	100	0	100
72	Reserve	100	100	100	0	100
73	Reserve	100	100	100	0	100
74	Reserve	100	100	100	0	100
75	Reserve	100	100	100	0	100
76	Reserve	100	100	100	0	100
77	Reserve	100	100	100	0	100
78	Reserve	100	100	100	0	100
79	Reserve	100	100	100	0	100
80	Reserve	100	100	100	0	100
81	Reserve	100	100	100	0	100
82	Reserve	100	100	100	0	100
83	Reserve	100	100	100	0	100
84	Reserve	100	100	100	0	100
85	Reserve	100	100	100	0	100
86	Reserve	100	100	100	0	100
87	Reserve	100	100	100	0	100
88	Reserve	100	100	100	0	100
89	Reserve	100	100	100	0	100
90	Reserve	100	100	100	0	100
91	Reserve	100	100	100	0	100
92	Reserve	100	100	100	0	100
93	Reserve	100	100	100	0	100
94	Reserve	100	100	100	0	100
95	Reserve	100	100	100	0	100
96	Reserve	100	100	100	0	100
97	Reserve	100	100	100	0	100
98	Reserve	100	100	100	0	100
99	Reserve	100	100	100	0	100
100	Reserve	100	100	100	0	100

X RESERVE BUDGETAIRE (max 5% * TOTAL ACTIVITES)

Z MOYENS GENERAUX

Commissie voor de Vlaamse Mediagereguleerder

CG

De Vlaamse Mediagereguleerder voor de Media

2. Samenkomsten met andere partijen

2.1. Samenkomsten met andere partijen

2.1.1. Samenkomsten met andere partijen

2.1.2. Samenkomsten met andere partijen

2.1.3. Samenkomsten met andere partijen

2.1.4. Samenkomsten met andere partijen

2.1.5. Samenkomsten met andere partijen

2.1.6. Samenkomsten met andere partijen

2.1.7. Samenkomsten met andere partijen

2.1.8. Samenkomsten met andere partijen

2.1.9. Samenkomsten met andere partijen

2.1.10. Samenkomsten met andere partijen

2.1.11. Samenkomsten met andere partijen

2.1.12. Samenkomsten met andere partijen

2.1.13. Samenkomsten met andere partijen

2.1.14. Samenkomsten met andere partijen

2.1.15. Samenkomsten met andere partijen

2.1.16. Samenkomsten met andere partijen

2.1.17. Samenkomsten met andere partijen

2.1.18. Samenkomsten met andere partijen

2.1.19. Samenkomsten met andere partijen

2.1.20. Samenkomsten met andere partijen

2.1.21. Samenkomsten met andere partijen

2.1.22. Samenkomsten met andere partijen

2.1.23. Samenkomsten met andere partijen

2.1.24. Samenkomsten met andere partijen

2.1.25. Samenkomsten met andere partijen

2.1.26. Samenkomsten met andere partijen

2.1.27. Samenkomsten met andere partijen

2.1.28. Samenkomsten met andere partijen

2.1.29. Samenkomsten met andere partijen

2.1.30. Samenkomsten met andere partijen

2.1.31. Samenkomsten met andere partijen

2.1.32. Samenkomsten met andere partijen

2.1.33. Samenkomsten met andere partijen

2.1.34. Samenkomsten met andere partijen

2.1.35. Samenkomsten met andere partijen

2.1.36. Samenkomsten met andere partijen

2.1.37. Samenkomsten met andere partijen

2.1.38. Samenkomsten met andere partijen

2.1.39. Samenkomsten met andere partijen

Rapport « Annual Planning versus Actuels (y – m) »

f RM

CTE - Agence belge de développement
Rapport Annuel

Année 2010-2011

2010

2011

2012

2013

2014

2015

2016

2017

2018

2019

2020

2021

2022

F

W

2000-2001
2002-2003

1000
2000
3000
4000
5000
6000
7000
8000
9000
10000

10000

10000

CTE Agency of Development
Rapport annuel

Planification opérationnelle Q1-2011

RI 1: Volet Orientation et insertion (« pertinence »)	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Juin	Juill	Aou	Sept	Oct	Nov	Dec
1.8 Mettre en place et gérer les ateliers de transit												
Organiser des sessions de formation pour les sortantes en gestion selon la méthode GERME												

RI 2: Volet Profils professionnels et programmes de formation	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Juin	Juill	Aou	Sept	Oct	Nov	Dec
A.2.6 : Supervision des travaux de construction ateliers												
Superviser les travaux jusqu'à la réception provisoire												
A.2.7 : Construction des ateliers de transit												
Constructions ateliers de transit												
Réception des bâtiments												

Z: Clôture du projet	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Juin	Juill	Aou	Sept	Oct	Nov	Dec
Préavis du personnel cadre												
Préavis du personnel non cadre												
Inventaire matériel et affectation												
Liquidation des engagements - contrats												
SMCL												

**PROGRAMMATION MARCHES PUBLICS 2011
marchés attribués en
2010**

PROJET : FORPROFEM (SEN0601611)

Numero du marche	Intitulé du marche	Breve description du marche	Type du marche	Devise	Montant (estimé / réalisé)	Montant euros (estimé / réalisé)	Mode d'exécution	Code Budgetaire	Mode de passation	Etat d'avancement
CTB/SEM1 0-115	Construction d'ateliers de transit à Diourbel	Construction d'un restaurant d'application au CETF de Bambey et d'Ateliers de couture et Séniographie au CETF de Diourbel	Travaux	FCFA	56 532 122	86 183	cogestion	A_02_07	APPEL D'OFFRES ATTRIBUTAIRE GIE ASENAK	Travaux en cours
CTB/SEM1 0-115	Construction d'ateliers de transit à Bambey	Construction d'un restaurant d'application au CETF de Bambey et d'Ateliers de couture et Séniographie au CETF de Diourbel	Travaux	FCFA	43 850 236	66 849	cogestion	A_02_07	APPEL D'OFFRES ATTRIBUTAIRE EBTP PAPA LO	Travaux en cours

SITUATION DES CENTRES A CONSTRUIRE PAR LE PARTENAIRE (BCI)

N°	CENTRES	Situation	Montant du marché	Observations
01	CRET F FATICK	Constructions en cours	449.474 euros	Fin des travaux prévue en juin 2011
02	CETF FOUNDIOUGNE	Entrepreneur mis en demeure	432.356 euros	vu le retard accusé par l'entreprise la résiliation a été entamé et suit son cours
03	CETF GOSSAS	Marché attribué mais non engagé	466.641 euros	
04	CRET KAOLACK	Marché attribué mais non engagé	442.910 euros	
05	CETF NIORO	Marché attribué mais non engagé	476.851 euros	Entrepreneurs sélectionnés mais budget non engagé – A bsent du BCI
06	CRET KAFFRINE	Marché attribué mais non engagé	466.641 euros	
07	CETF MBACKE	Construction arrêtée depuis 2008	427.623 euros	Gros œuvre terminée. Entrepreneur mis en demeure pour terminer les travaux

[Signature]

APERCU DES DEPENSES EXECUTEES EN 2010		Budget	Dépenses au 31 décembre 2009	Total des dépenses en 2010	Solde au 31 décembre 2010	% Exécution
A. Les capacités de formation et d'accès à l'emploi des structures de formation professionnelle féminine des régions de Diourbal, Fatick, Kaolack et Kaolack est améliorées		961 478 766	722 939 334	150 196 488	88 342 964	91%
01 Accompagnement à l'insertion		327 125 159	274 640 131	50 199 300	2 285 728	99%
01 Mise en place "pôle d'information, d'orientation et d'insertion"		58 548 085	56 369 396	2 159 365	19 324	100%
02 Observer le marché de l'emploi : baseline study		15 065 148	15 065 148	-	0	100%
03 Observer le marché de l'emploi : publication baseline study		2 207 997	2 207 997	-	-	100%
04 Observer le marché de l'emploi : dissémination de l'étude		4 039 173	4 039 173	-	-	100%
05 Mise en place d'une base de données		1 810 002	1 810 002	-	0	100%
06 Mettre en place un mécanisme de fonds de garantie		74 439 076	74 439 076	-	-	100%
07 Accompagner les stagiaires (transport, suivi, bourses)		72 052 954	50 492 953	21 560 001	-	100%
08 Dynamiser les associations des filles et femmes sortantes		35 585 667	33 228 040	2 334 000	23 628	100%
09 Accompagner les méthodes et mesures d'insertion		4 844 997	4 844 997	-	-	100%
10 Mettre en place et gérer les ateliers de transition		6 055 500	5 855 499	200 001	0	100%
02 Profils professionnels et programmes de formation		52 476 560	26 287 851	23 945 933	2 242 776	96%
01 Définition des profils professionnels avec les partenaires locaux		505 138 593	372 373 663	46 752 213	86 012 716	83%
02 Adaptation des programmes de formation et curricula		46 466 682	46 466 616	-	66	100%
03 Formation dans les ateliers de formation et les ateliers de transition		71 704 903	71 704 903	-	-	100%
04 Enveloppe équipements pour les pôles d'insertion		5 479 804	79 882	5 400 002	-	100%
06 Construire et réaménager les ateliers : supervision des travaux		122 736 915	108 271 121	14 465 000	794	100%
07 Construire et réaménager les ateliers		12 627 172	4 200 001	2 602 378	5 824 793	54%
08 Mettre en place les centres de documentation : équipement des centres		103 837 993	3 629 817	20 049 831	80 158 346	23%
		78 913 641	78 913 641	-	-	100%

[Signature]

09 Mettre en place les centres de documentation : manuels de formation	40 987 703	40 987 703	-	-	100%
10 Développer et appliquer les modules transversaux	4 263 721	-	4 235 003	28 718	99%
11 Appui experts externes	18 119 979	18 119 979	-	-	100%
03 Gestion des centres	42 836 452	32 019 406	10 801 099	15 946	100%
01 Elaboration d'un plan de communication et un projet institutionnel	29 061 355	29 061 355	-	-	100%
02 Identification pôles de compétence et système de gestion	6 334 498	-	6 334 498	-	100%
03 Etablir un système de suivi et un comité d'orientation	7 440 599	2 958 051	4 466 801	15 946	100%
04 Formation continue et mise à niveau permanente des intervenants	86 378 582	43 906 134	42 443 875	28 573	100%
01 Sessions de formation en pédagogie et en gestion admin et financière	79 852 066	38 706 101	41 119 878	26 087	100%
02 Développer un système formation continue	3 279 785	1 953 302	1 323 997	2 486	100%
03 Study tour	3 246 731	3 246 731	-	-	100%
X Réserve budgétaire (max 5% total activités)	-	-	-	-	100%
Z Moyens généraux	350 435 313	219 455 314	117 801 435	13 178 663	96%
01 Frais de personnel	101 990 818	65 829 398	35 465 063	696 357	99%
01 Co responsable du projet	26 736 807	17 496 971	9 370 641	(130 804)	100%
02 Responsable du projet (indemnités complémentaires)	19 901 735	12 721 564	6 215 829	964 342	95%
03 Secrétaire / Comptable	10 928 244	6 715 104	4 325 059	(111 919)	101%
04 Chauffeurs	16 398 925	10 110 416	6 313 134	(24 625)	100%
05 Equipe technique / Responsable expert insertion	28 025 107	18 785 342	9 240 401	(636)	100%
02 Investissements	50 911 486	50 661 488	249 998	0	100%
01 Véhicules 4x4	25 508 003	25 508 003	-	-	100%
02 Matériel et mobilier de bureau	10 091 052	10 091 052	-	0	100%
03 Equipements IT_Matériel informatique	8 039 081	8 039 081	-	-	100%
04 Agencement aménagement installation	4 653 352	4 403 354	249 998	-	100%
05 Appui institutionnel (achat ordinateurs pour METFP)	2 619 997	2 619 997	-	-	100%
03 Frais de fonctionnement	138 496 878	89 832 977	49 066 633	(402 731)	100%
01 Loyer du bureau	12 684 326	8 765 750	3 899 999	18 577	100%
02 Services et frais de maintenance (eau et électricité)	5 247 656	3 489 855	1 484 031	273 770	95%

03 Frais de fonctionnement des véhicules	34 109 764	21 468 016	12 238 446	343 302	99%
04 Télécommunications	11 807 226	7 414 551	4 085 930	306 745	97%
05 Fournitures de bureau	26 238 280	20 638 165	5 779 145	(177 030)	101%
06 Frais de mission (restauration et hébergement UGP)	32 797 850	18 256 746	15 715 142	(1 174 038)	104%
07 Entretien et gardiennage des locaux	5 575 635	3 611 273	1 922 577	41 784	99%
08 Frais divers de fonctionnement	10 036 142	6 190 620	3 881 363	(35 841)	100%
04 Audit, suivi et évaluation	59 036 130	13 131 452	33 019 741	12 884 937	78%
01 Frais de suivi et évaluation	30 829 979	3 031 768	23 333 224	4 464 988	86%
02 Suivi de la SMCL et autres (10 réunions)	18 368 796	9 051 524	8 154 962	1 160 309	94%
03 Missions de suivi CTB expert secteur éducation-formation-emploi	1 311 914	923 240	12 667	376 008	71%
04 Audit	6 559 570	-	-	6 559 570	0%
05 Frais divers de fonctionnement - Régie	1 967 871	124 920	1 518 888	324 062	84%
TOTAL REGIE	67 406 141	21 576 899	34 235 419	11 593 824	83%
TOTAL COGESTION	1 244 507 957	920 817 750	233 762 504	89 927 703	93%
TOTAL GENERAL	1 311 914 098	942 394 648	267 997 923	101 521 527	92%

[Signature]